Général DE GAULLE

1-4-42, à Londres : *"C'est une révolution, la plus grande de son histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et ses privilégiés, a commencé d'accomplir... "*

14-7-43, à Alger : *"La République abolira toutes les coalitions d'intérêts et de privilèges. "*

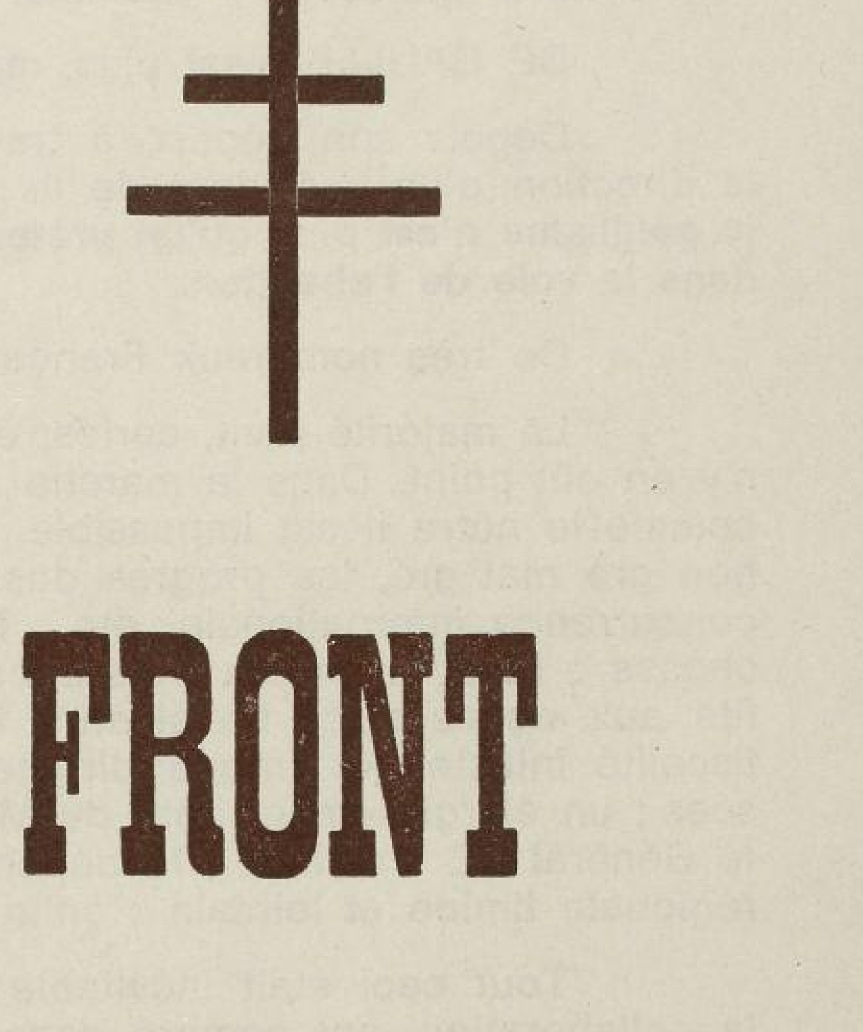
3-11-43, à Alger : *"La France veut que cesse un régime économique dans lequel les grandes sources de la richesse nationale échappent à la Nation, où la conduite des entreprises exclut la participation des travailleurs."*

18-3-44, à Alger : *"La démocratie française doit être une démocratie sociale... dans un système économique tracé en vue de la mise en valeur des ressources nationales et non point au profit d'intérêts particuliers."*

12-9-44, à Paris : *"La France... doit faire en sorte que... les grandes sources de la richesse commune soient exploitées et dirigées non point pour le profit de quelques-uns, mais pour le profit de tous, que les coalitions d'intérêts soient abolies une fois pour toutes..."*

André MALRAUX

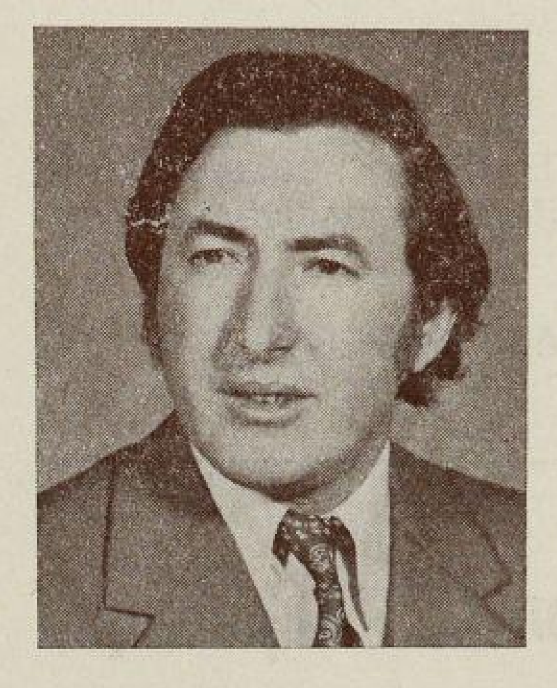
1969 : *"On ne saurait bâtir l'après-gaullisme sur la défaite du gaullisme."*



FRONT PROGRESSISTE

Comité de Parrainage

Toutes les Françaises, tous les Français qui ont soutenu l'action du Général DE GAULLE.



FELIX MANENTI

Employé à la S.N.C.F.
Syndicaliste
Secrétaire Général Départemental du FRONT PROGRESSISTE



SUPPLÉANT

Jean CESARI

Ouvrier spécialisé
Médaille Militaire

Chers concitoyens,

Pendant 11 ans, de 1958 à 1969, des millions d'électeurs, par-dessus les partis, ont apporté leur soutien à l'action du Général DE GAULLE, qui se situait lui-même au-dessus de tous les partis et était, de ce fait, en mesure de réaliser les objectifs progressistes qui, dans tous les domaines, s'inscrivent dans la philosophie gaulliste.

DE GAULLE n'est plus, mais le problème demeure.

Depuis son départ, à travers l'U.D.R. qui a fait alliance avec les partis conservateurs et sous la direction d'un Président de la République qui doit son élection à cette alliance et en est prisonnier, **le gaullisme n'est plus qu'un prétexte à gouverner et ceux qui, au pouvoir, s'en réclament, sont entrés dans la voie de l'abandon.**

De très nombreux Français le savent et le ressentent gravement.

La majorité peut, certes, épiloguer sur les réalisations gouvernementales. Le comble serait qu'il n'y en eût point. Dans la marche irrésistible et rapide du monde moderne et dans un pays avancé comme le nôtre il est impossible, en effet, à un gouvernement, quel qu'il soit, de ne pas enregistrer, bon gré mal gré, les progrès dus à l'évolution des esprits, au perfectionnement des techniques, à la concurrence internationale, etc... Mais, derrière la façade de l'autosatisfaction il y a la réalité des choses : l'Etat livré aux puissances d'argent et compromis par les scandales ; une expansion qui profite aux riches ; les travailleurs finalement victimes de la spéculation et de la hausse des prix ; une fiscalité injuste qui frappe directement les classes moyennes et indirectement les classes défavorisées ; un élargissement hâtif du Marché Commun, sans approfondissement préalable comme l'exigeait le Général DE GAULLE ; l'indépendance nationale, du même coup, menacée ; **un projet de réforme régionale timide et lointain ; enfin et surtout la "participation" sacrifiée.**

Tout ceci était inévitable depuis que les tenants de l'après-gaullisme, choisissant la voie de la collaboration, ont sombré dans le conservatisme le plus étroit.

OR, LE GAULLISME C'EST UNE RÉVOLUTION.

A partir des institutions de la V° République, cette révolution aurait dû déboucher sur une démocratie plus directe (initiative populaire du référendum, régionalisation véritable) et sur une effective participation dans l'entreprise par la voie de l'autogestion. Tout le reste découle de ces principes essentiels.

Le programme socialo-communiste, en dehors des réserves qu'il peut susciter quant aux conditions de sa réalisation, ne répond pas à ces exigences démocratiques. Il ne résout pas, en particulier, le problème fondamental de l'aliénation des salariés, ceux-ci dépendant de l'Etat-patron au lieu de dépendre du grand capital.

Il fallait que, pour les présentes élections législatives, les premières depuis 1968, les citoyens déçus aient un recours.

LE FRONT PROGRESSISTE EST CE RECOURS.

Son appel s'adresse à tous les gaullistes fidèles, mais aussi à ceux qui refusent les structures de la société actuelle, tout en rejetant la facilité des vieilles solutions étatiques du programme socialo-communiste ou technocratiques du pseudo mouvement réformateur.

Pour les jeunes surtout, qui sont l'avenir, il faut faire renaître l'espoir.

C'est pourquoi, comme tous les candidats du FRONT PROGRESSISTE dans l'ensemble du pays, j'appelle les électeurs et les électrices de la VII° Circonscription à manifester massivement sur mon nom leur volonté de fidélité, de stabilité et de renouveau.

Félix MANENTI.



IMP. MANIVET - MARSEILLE

Vu, le Candidat.